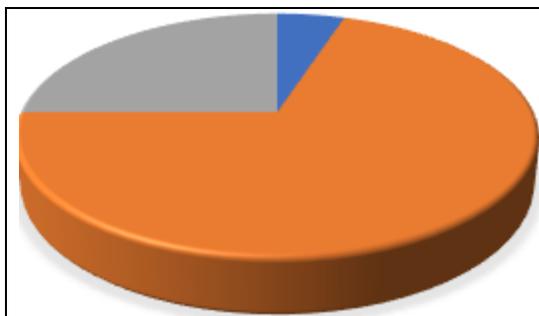


Le réchauffement climatique, l'augmentation de la population mondiale et le développement de l'urbanisation sont en train de mener à rude épreuve le devenir de l'eau. La pression est donc forte. Des pays et des régions sont déjà fortement menacés, comme l'Australie, la Californie, l'Afrique du Sud, le Moyen-Orient, la Bolivie et encore quelques autres.



L'eau que nous buvons, représente 5 % de la consommation mondiale. L'agriculture absorbe 70 % de la ressource et l'industrie de 20 % à 25 %. Avec le réchauffement climatique, l'accès à l'eau est devenu un problème majeur pour l'avenir de la planète.

Depuis les temps les plus anciens, les populations ont mis en œuvre des trésors d'ingéniosité pour s'assurer son accès. Cela a coûté des efforts d'ingéniosité et puis l'eau est arrivée dans les villes, les villages, les châteaux, les bornes-fontaines, les lavoirs et les maisons. Elle est une denrée de première nécessité.

Au Royaume Uni

Un beau jour de novembre 1989, cela fait maintenant 30 ans Margaret TATCHER propose à la Chambre des Lords de privatiser l'eau dans le but d'attirer des capitaux privés. Son argument est le suivant : « Même La France qui est socialiste reconnaît que la privatisation de l'eau est préférable à sa nationalisation ». Dès lors en Angleterre chaque goutte d'eau circulant dans les tuyaux devient une marchandise. Des sociétés se répartissent les réseaux, les compteurs tournent, les factures flambent et sans tarder il s'ensuit des coupures d'eau pour les ménages qui n'arrivent plus à payer leur facture. Des londoniens de plus en plus nombreux viennent de s'approvisionner aux camions-citernes de secours. À un moment donné, 11 000 foyers de Londres sont privés d'eau.



Londres 1999. Du jamais vu au pays de sa gracieuse majesté



En 2000, une nouvelle génération d'investisseurs démarre pour un contrat de 10 ans. Ils utilisent des fonds d'investissement et ils ont les mains libres pour réaliser le maximum de profits dans le minimum de temps. En fait, ils font flamber les dividendes, provoquent l'évasion fiscale, comme une sorte de pillage en bande organisée : 3 milliards sont volatilisés et au bout de 10 ans ils laissent 50 milliards de dettes aux repreneurs.

À l'instar de Londres, 18 entreprises ont obtenu des monopoles régionaux. Pour avoir attiré des capitaux privés, Mme TATCHER a réussi son opération, puisque la majorité de ces entreprises sont détenues par des étrangers et des fonds koweïtiens, canadiens ou des émiratis à travers de savants montages juridiques pleinement conforme au droit de l'OMC qui dans ce domaine prime sur les droits nationaux ! les britanniques manifestent leur mécontentement et le gouvernement demande déjà de renationaliser les réseaux d'eau. Mais comment faire¹ ? Les entreprises qui ont établi leur monopole sans limites de temps ont pris aussi leurs précautions. L'état pourrait révoquer leur licence ... mais seulement avec un préavis de ... 25 ans !

La population mondiale augmente et par conséquent la demande d'eau augmente : belle aubaine pour envisager un profit.

En Australie

L'Australie est le continent le plus chaud de la planète. À part le pourtour du continent, la terre est desséchée et l'Océanie est le premier continent à subir les conséquences du dérèglement climatique. Les fermes du début ont beaucoup évolué : elles sont arrivées au niveau de l'élevage extensif, des cultures extensives, sur des kilomètres et des hectares : actuellement un éleveur rassemble son troupeau à moto ou à l'aide d'un hélicoptère. Mais le problème de l'eau est en équilibre instable. En cas de nécessité, un propriétaire qui aurait besoin d'un complément d'eau ne s'en tirerait pas à moins de 300 000 € pour une année et malgré cela une tempête peut encore arriver et tout détruire. Quand les vaches manquent d'eau la production de lait diminue de 50 % : c'est alors le régime de la survie. Le « chacun

¹ <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-de-leco/les-nouvelles-de-leco-du-jeudi-08-mars-2018>

pour soi » devient la nouvelle attitude en particulier pour l'eau. Chaque exploitant reçoit une quantité d'eau selon l'importance de son exploitation. Si un besoin supplémentaire se fait sentir il peut s'en procurer avec l'application sur son portable ou un simple clic sur son ordinateur. C'est d'une grande simplicité, comme quand on achète un livre ou un T-shirt sur Amazon. Le client peut suivre l'opération en temps réel et 2 heures plus tard l'eau arrive via les canaux d'approvisionnement. On achète un Mégalitre d'eau (1 MI = 1 000 000 litres) pour une somme équivalente à 350 €. S'il a acheté trop d'eau, il peut remettre des parts sur le marché. Mais là le prix a fluctué.



Des canaux et des vannes qui fonctionnent à l'énergie solaire et avec des liaisons radio.

La société la plus importante est la Waterfind. Elle compte actuellement 12 000 clients et fait un bénéfice de 2 milliards d'euros par an. Son Président Tom ROONEY déclare : « N'est-ce pas bien de donner une valeur à l'eau ? parce qu'en lui donnant un prix, on apprend à mieux la respecter » ! Le résultat est quand même plus désastreux : c'est la disparition des petits exploitants qui essaient de rester à flot en bradant leur matériel encore neuf ou en bon état dans l'espoir de jours meilleurs, et la lutte entre les gros pour devenir plus gros. Malgré tout un nombre important de fermiers ont été acculés à la faillite au profit de l'agriculture industrielle.

L'eau était la dernière ressource naturelle à échapper aux règles du commerce et bien ça y est c'est fait. Les Australiens viennent de siffler la fin de la partie. Les milieux financiers ont su réduire les défenseurs de l'environnement et les ONG écologistes à de simples clients : ils achètent et revendent pour protéger les poissons, empêcher l'assèchement des rivières, garder la biodiversité et déjà 1/4 des transactions réalisées avec la Waterfind est effectuées les écologistes

En Californie

2008 est marqué par l'affaire des subprimes, ces crédits pourris où la Goldman Sachs a dominé la situation en virtuose. Elle n'a pas tardé à se refaire une santé avec l'eau douce. Un connaisseur en affaires qui avait mis en place le marché du CO₂ et les droits de polluer va se tourner vers La Californie. Cet état a ses réserves d'eau au nord et sa consommation au sud (Los Angeles). Le rêve californien est d'acquérir la plus grande superficie possible dans la vallée centrale, d'y creuser autant de forages que l'on veut, d'y puiser autant d'eau qu'on en a besoin et cela était gratuit jusqu'à maintenant. Sauf que le sol finit par s'effondrer et que les nappes souterraines sont à sec. C'est alors qu'apparaissent les sociétés financières. Elles disent aux propriétaires : « Ne vous inquiétez de rien ; nous, nous vous fournissons

l'eau, vous, vous nous achetez seulement des droits. Sous la pression des écologistes, le gouverneur de Californie vient de signer une nouvelle loi, la loi « Sigma » qui régleme l'eau extraite du sous-sol.



Le marché des crédits d'eau est en route ! ses promoteurs connaissent le niveau des réserves grâce est des outils très performants : les outils financiers. Ils bénéficient en outre du soutien de puissantes organisations écologistes locales venues acheter l'eau sur le marché afin d'empêcher des rivières d'être à sec, pour la survie des poissons et l'entretien de l'environnement. Un aqueduc est construit depuis la Sierra Nevada jusqu'à Los Angeles avec des ramifications à l'est et à l'ouest : « l'autoroute de l'eau ». Dix ans après l'Australie, on apprend comment gagner de l'argent grâce à un mélange de plan financier et de développement durable. Seulement voilà ! cette région qui naguère était considérée comme le grenier des États-Unis à cause de ses cultures est aujourd'hui couverte d'amandiers à perte de vue ! changement de paradigme ?

L'eau est devenue plus rentable que la récolte pour laquelle elle a été amenée, beaucoup plus rentable que le pétrole. La plus grande crainte pour les usagers c'est que Los Angeles qui a beaucoup d'argent et où habitent beaucoup de riches, s'accapare toute l'eau. Certains envisagent tout simplement de devenir des banquiers de l'eau : ils ont leurs tuyaux, leurs canaux, leurs réserves souterraines et ils peuvent faire monter les enchères ou louer ces espaces à qui voudrait mettre ses réserves d'eau « à l'abri ». On peut ne pas aimer ça, mais on ne peut pas les en empêcher. C'est comme ça que marche le libéralisme. Ses dogmes font partie du langage commun : privatisation, concurrence, rentabilité. Qui n'y adhère pas devient hérétique.

Dans le reste du monde

Devant la poussée de la financiarisation de l'eau l'ONU organise en 2010 un grand débat. Là entre en scène Maud BARLOW. Elle défend l'accès à l'eau comme un droit universel. Lors du vote la plupart des pays en voie de développement ont voté oui : 121 *OUI* contre 49 *abstentions*. Les pays les plus avancés n'ont pas osé voter carrément NON ... parmi lesquels, on s'en serait douté : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie.



Plus près de nous la Commission Européenne en réponse à une pétition rassemblant 2 000 000 de signatures répond : « **Bien sûr nous soutenons le droit à l'eau !** » mais dans les lois rien n'a encore changé.

En Europe

	<p>Le 6^{ème} objectif du développement concerne l'accès à l'eau propre et à l'assainissement. Dans les projets d'aide au développement soutenus par les états, les confessions chrétiennes et les ONG, les pays nantis s'évertuent chaque année à réaliser des objectifs à taille humaine pour assurer la distribution d'eau propre, le maraîchage, les cultures, le bon état des périmètres irrigués, l'entretien des réseaux et la formation de leurs agents.</p>
--	--

Est-ce une caractéristique du tempérament méditerranéen, comme le témoignent après 2000 ans les vestiges des aqueducs romains, des thermes, des jardins, des fontaines tout autour de la méditerranée ?

Force est de constater que les anglo-saxons montrent d'autres critères pour s'investir dans le domaine de l'eau. En tout cas leurs critères actuels ne semblent guère favorables aux générations futures, ni à une égalité des chances et ni à la préservation de la ressource sur le long terme. Vont-ils changer de doctrine pour autant ? il semble que non, puisque de leur aveu-même, la sécheresse, les incendies et les autres aléas sont une aubaine !

<https://www.arte.tv/fr/videos/082810-000-A/main-basse-sur-l-eau/>